

BE-A0525_723029_806789_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Cortil-Wodon : Dépôt 2021 ((1796) 1810-
1977 (1978))



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
Etat civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 6 Registres aux délibérations. 1820-1976.....	21
7 - 9 Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1955-1958, 1963-1976.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	22
11 - 12 Registres aux délibérations. 1844-1976.....	22
C. Répertoires.....	22
13 - 14 Répertoires des actes. 1816-1864.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
C. Organisation des archives.....	23
D. Personnel des services.....	23
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	23
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	23
22 - 23 Dossiers individuels des secrétaires communaux. 1927-1971.....	23
3. Dossiers du personnel ouvrier.....	24

26 - 28 Dossiers individuels des cantonniers-fossoyeurs. 1947-1968, 1971-1974.....	24
4. Dossiers du personnel enseignant.....	24
5. Dossiers du personnel de police.....	25
36 - 38 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1942-1975.....	25
III. Patrimoine.....	26
A. Généralités.....	26
B. Biens immobiliers.....	26
48 - 49 Dossiers relatifs aux ventes de bois dans le bois de Tronquoy. 1923-1976.....	26
51 - 54 Dossiers relatifs aux ventes de biens. 1960-1969, 1973-1975.....	27
C. Biens mobiliers.....	27
IV. Finances et fiscalité.....	28
A. Comptabilité du secrétariat.....	28
1. Budgets et annexes.....	28
60 - 63 Budgets annuels. 1940-1941, 1943-1958, 1960-1977.....	28
2. Registres de comptabilité.....	28
65 - 79 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1936-1937, 1939-1946, 1958-1963, 1973.....	28
3. Emprunts.....	29
4. Subventions des autorités supérieures.....	29
B. Comptabilité du receveur.....	30
1. Registres de comptabilité.....	30
85 - 86 Livre-journaux de caisse. 1933-1934.....	30
87 - 107 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1950-1958, 1964-1970, 1972-1976.....	30
2. Comptes et pièces justificatives.....	31
108 - 112 Comptes annuels. 1931-1976.....	31
113 - 153 Pièces justificatives aux comptes. 1933-1941, 1943-1950, 1953-1976.....	32
3. Fin de gestion du receveur.....	34
155 - 157 Comptes de fin de gestion. 1934-1935, 1976.....	34
C. Impositions et taxes.....	35
160 - 161 Journaux auxiliaires des impositions et des taxes. 1963-1976.....	35
162 - 172 Dossiers relatifs aux taxes. 1935-1939, 1950-1971, 1975-1976.....	35
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	36
V. État civil.....	37
VI. Population.....	38
A. Registres et mouvements de la population.....	38
180 - 182 Registres des entrées. 1897-1976.....	38
183 - 184 Registres des sorties. 1930-1976.....	38
185 - 186 Registres des naissances et des décès survenus dans une autre commune. 1955-1976.....	38
B. Recensements et autres états de la population.....	38
C. Cartes d'identité et passeports.....	39
190 - 191 Registres des cartes d'identité. 1952-1977.....	39
D. Étrangers.....	39
VII. Élections.....	40
A. Listes électorales et listes dérivées.....	40
194 - 196 Dossiers relatifs à la formation de la liste des jurés d'assises. 1947-1960, 1964-1965.....	40
198 - 199 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1956, 1970-1978.....	40

B. Révision des listes électorales.....	40
C. Dossiers des élections.....	41
203 - 205 Dossiers des élections communales. 1938, 1952, 1970.....	41
VIII. Affaires militaires et guerres.....	42
A. Service militaire.....	42
207 - 292 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1882-1907, 1910-1914, 1923-1977.....	42
B. Garde civique.....	47
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	47
D. Guerres et conséquences.....	47
IX. Ordre et sécurité publics.....	49
A. Police.....	49
1. Missions de police administrative.....	49
2. Missions de police judiciaire.....	49
B. Service d'incendie.....	49
X. Santé publique.....	51
A. Service de traitement des immondices.....	51
B. Exécution des tâches communales.....	51
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	51
2. Police sanitaire des animaux domestiques.....	51
3. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	52
4. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	52
XI. Travaux publics et services d'utilité publique.....	53
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	53
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	53
2. Bâtiments scolaires.....	53
331 - 332 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration de l'école des filles. 1930, 1960.....	53
333 - 334 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration de l'école des garçons à Hambraine. 1950, 1954-1964.....	53
3. Bâtiments du culte.....	54
336 - 339 Dossiers relatifs aux travaux effectués à l'église Saint-Martin de Cortil-Wodon. 1929, 1948-1958, 1966-1972, 1975.....	54
340 - 341 Dossiers relatifs aux travaux effectués au presbytère de Cortil-Wodon. 1947-1948, 1952-1973.....	54
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	54
345 - 355 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration de chemins. 1848-1975.	55
C. Travaux forestiers.....	56
D. Travaux et inspection des cours d'eau.....	56
E. Services d'utilité publique.....	56
1. Distribution d'eau.....	56
2. Distribution de gaz.....	56
3. Distribution d'électricité.....	56
4. Éclairage public.....	57
5. Téléphone.....	57
6. Télédistribution.....	57
7. Transports en commun.....	57
XII. Enseignement.....	59
A. Cadre général.....	59
B. Organisation.....	59
C. Finances.....	59
D. Activités scolaires spéciales.....	60

XIII. Culture, sports et divertissements.....	61
XIV. Économie.....	62
393 - 396 Bulletins individuels des recensements agricoles et horticoles. 1940, 1946-1947, 1949.....	62
XV. Affaires sociales.....	63
A. Exécution des tâches communales.....	63
1. Lutte contre la pauvreté et la mendicité.....	63
2. Prise en charge des chômeurs.....	63
3. Aide familiale, primes de naissance.....	63
4. Aide aux veuves et orphelins.....	63
5. Aide aux personnes âgées.....	63
6. Aide aux logements.....	63
7. Secours distribués à l'occasion de calamités extraordinaires.....	63
B. Réglementation du travail.....	64
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique.....	65
A. Bureau de bienfaisance.....	65
B. Commission d'assistance publique.....	65
1. Personnel.....	65
2. Finances.....	65
418 - 420 Budgets annuels. 1950-1977.....	65
421 - 423 Comptes annuels. 1950-1976.....	65
424 - 444 Pièces justificatives aux comptes. 1950-1965, 1971-1975.....	66
445 - 452 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1955-1961, 1965-1975.....	67
3. Exécution des tâches.....	68
XVII. Relations avec la paroisse Saint-Martin.....	69
454 - 455 Budgets annuels. 1963-1976.....	69
456 - 457 Comptes annuels. 1961-1967, 1969-1971, 1973-1976.....	69

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Cortil-Wodon. Dépôt 2021

Période:

1810 - 1977

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.867

Etendue:

- Numéros: 458.00
- Etendue inventoriée: 7.70 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune de Cortil-Wodon, 1800 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Cortil-Wodon

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Cortil dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Éghezée, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Cortil devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Dhuy dont le siège est transféré à Éghezée en 1848 ¹.

Le 1er décembre 1803, les limites entre Cortil, Forville et Noville-les-Bois sont revues. Wodon et Hambraine sont détachées de Noville-les-Bois et rattachées à Cortil ².

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur ; des arrondissements administratif et judiciaire de Namur. Cortil-Wodon relève par ailleurs du canton de milice de Dhuy à partir de 1817, puis d'Éghezée dès 1820 ³.

Essentiellement agricole, la commune a conservé des grandes fermes comme celles de Recourt, de Baugnet du XVIIIe siècle, d'Harzée et de Tiroul, et également d'autres petites exploitations. 157 fermes sont présentes en 1846 et elles occupent 152 personnes. En 1895, 205 fermes sont comptabilisées pour 243 personnes. Le nombre décroît ensuite pour atteindre, en 1959, 174 exploitations ⁴.

Cortil-Wodon comptabilise 543 habitants en 1806, 727 en 1830, 960 en 1866, 1.034 en 1880, 874 en 1900, 707 en 1920, 699 en 1947 et 597 en 1961 ⁵. 540 habitants sont recensés à la veille de la fusion des communes ⁶.

Le 1er janvier 1977, la commune de Cortil-Wodon est fusionnée avec les communes de Bierwart, Forville, Franc-Waret, Hemptinne, Hingeon, Marchovelette, Noville-les-Bois, Pontillas et Tillier pour former l'actuelle commune de Fernelmont.

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 et 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 343-344.

3 Idem.

4 HASQUIN H., idem.

5 VRIELINCK S., idem, vol. 3, p. 1686-1687.

6 HASQUIN H., idem.

La fusion forme une entité de 5.078 habitants pour 6.557 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " La réunion de ces communes semi-rurales en une seule entité disposant notamment d'un zoning artisanal, concentrera les forces agissantes locales, qui pourront ainsi œuvrer plus efficacement pour procurer à la population, ces facilités d'existence qui enravent l'exode des jeunes actifs " ⁷.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁸.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

7 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

8 Pasiomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes de Cortil-Wodon et de Fernelmont constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Le premier répertoire des archives connu est dressé par M. Everarts, bourgmestre, à destination de son successeur, M. de Woelmont, en 1820. Il est

composé de vingt-deux entrées comprenant des publications administratives, deux registres aux délibérations du Conseil communal, les registres de l'état civil, un vieux cachet et le talon des passeports, la matrice de rôle avec les plans du Cadastre, les comptes jusqu'en 1818, les budgets jusqu'en 1819, une liasse d'actes relatifs au patrimoine, un registre des déserteurs, un compte du Bureau central de Bienfaisance, un compte de la Fabrique d'église et un répertoire du secrétaire communal ⁹.

Un second relevé est réalisé en 1841 par M. Hamoir, bourgmestre. Il présente les publications administratives, deux registres aux délibérations, trois registres de l'état civil, des pièces comptables depuis 1831, des feuilles relatives à la milice depuis 1831, des plans du Cadastre et la matrice, et un acte relatif aux rentes dues à la communes ¹⁰.

Un autre état des archives est connu grâce à une copie de l'inventaire des pièces remises lors du départ de M. Hamoir, bourgmestre, en 1843 à son successeur le baron de Woelmont. Il y est notamment indiqué la présence de trois registres aux délibérations, des tableaux de la milice et de la garde civique jusqu'en 1842, des pièces comptables jusqu'en 1842, des plans du Cadastre, d'un inventaire de 1841, d'actes relatifs au patrimoine et des publications administratives.

Un quatrième inventaire est dressé par le bourgmestre Leroy lors de sa prise de fonction en 1875. On y trouve les dossiers relatifs au patrimoine, " un papier indéchiffrable et on croit inutile ", une liasse relative à l'école, un inventaire de 1820, une copie de l'inventaire de 1843, une liasse de pièces " insignifiantes ", un procès-verbal de délimitation du territoire, un répertoire des actes du secrétaire communal de 1824 à 1875, des documents relatifs au Cadastre, des publications administratives, sept registres aux délibérations du Conseil communal depuis 1806, un registre aux délibérations du Collège échevinal, un registre aux délibérations du Bureau de bienfaisance, les tableaux de milice, les pièces comptables jusqu'en 1875, les registres de l'état civil et de la population, un registre des livrets d'ouvriers, un registre des vaccinations et un registre aux condamnations.

Un inventaire daté de 1910 présente un cadre plus structuré avec l'importance matérielle du document, l'objet du document, les dates et des observations. L'inventaire recense, entre autres, un plan du Tronquoy daté de 1688 indiqué " en bon état de conservation ", les documents de l'état civil, cinq registres de la population dont un avec l'index absent, des registres d'inscription à la milice depuis 1831 et à la garde civique depuis 1828, des dossiers relatifs aux élections indiqués comme incomplets, des comptes communaux depuis 1811 présentant des lacunes, des budgets depuis 1808 avec des lacunes également, quatre volumes des registres aux délibérations du Conseil communal depuis 1806, un registre aux délibérations du Collège échevinal depuis 1844, les pièces comptables fabriennes depuis 1807, les pièces comptables du Bureau de bienfaisance depuis 1817, un registre aux condamnations, un autre relatif aux vaccinations, des dossiers relatifs au patrimoine et aux finances et les publications administratives ¹¹.

9 Consulter le n° 1 de l'inventaire Cortil-Wodon, dans Inventaire des archives communales contemporaines, tome V.

10 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune de Cortil-Wodon ".

11 Consulter le n° 17 du présent inventaire.

L'archiviste de l'État Gaston Beterams effectue une visite à la maison communale en 1967 en vue de demander et d'obtenir le dépôt des archives anciennes. Il apprend par la même occasion que des archives ont été détruites en 1944. Un inventaire des archives déposées aux Archives de l'État est rédigé par la suite.

En 1977, Cécile Douxchamps-Lefèvre note dans son rapport d'inspection que les archives des communes fusionnées ont été transférées en partie à Cortil-Wodon, et sont restées en partie dans les anciennes maisons communales. Les autorités communales font construire une maison communale à Noville-les-Bois où les archives seront regroupées, et elles envisagent un transfert des archives historiques aux Archives de l'État où se trouvent déjà des archives des anciennes communes ¹².

Françoise Jacquet-Ladrier, archiviste de l'État, confirme ce transfert lors d'une visite d'inspection en 1991. Les archives sont alors classées selon le système de classification décimale ¹³.

Emmanuel Bodart, archiviste de l'État, se rend à son tour à Fernelmont en 2011. Il remarque lors de sa visite une saturation des locaux de conservation des archives courantes et intermédiaires et la présence d'archives contaminées par les champignons dans la cave de la maison communale. Emmanuel Bodart note également que le classement des archives des anciennes communes toujours présentes à l'administration communale est pratiquement inexistant et permet difficilement la consultation ¹⁴.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 16 novembre 2015, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'Archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Fernelmont. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 19 novembre 2021 sous le n° 2021/38.

12 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune de Fernelmont ".

13 Idem.

14 Idem.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Cortil-Wodon entre 1796 et 1978. Le document antérieur à la création de la commune en 1800 est un acte notarié relatif à l'abandon d'usufruit de Marie-Jeanne Crépin, veuve de Gilles Goffin, au profit de ses enfants (voir le n° 41) et les dossiers commencés avant la fusion des communes et continués après 1977 sont des listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux (n° 199) et un dossier relatif aux travaux d'extension du réseau de télédistribution (n° 373).

Les documents antérieurs à la Seconde Guerre mondiale sont cependant fort peu nombreux. Cela s'explique notamment par la présence d'un précédent dépôt ayant fait l'objet d'un inventaire et comprenant des dossiers du XIXe siècle. On peut tout de même citer ici le plus vieux document communal conservé, à savoir un acte notarié relatif à la location de parcelles communales daté de 1810 (n° 42).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces

justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque

recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux

bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

Langues et écriture des documents

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres de la population, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau

non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁵. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹⁶. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁷. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population

¹⁵ <http://geoportail.wallonie.be>.

¹⁶ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

¹⁷ GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 6 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1820-1976. 4 février 1820 - 2 avril 1844.	1 volume
2	11 juin 1844 - 30 octobre 1865.	1 volume
3	4 novembre 1865 - 23 juillet 1910.	1 volume
4	6 octobre 1910 - 14 octobre 1946.	1 volume
5	5 décembre 1946 - 9 janvier 1959.	1 volume
6	27 janvier 1959 - 7 décembre 1976.	1 volume
7	7 - 9 RAPPORTS SUR L'ADMINISTRATION ET LA SITUATION DES AFFAIRES DE LA COMMUNE. 1955-1958, 1963-1976. 1955-1958.	1 chemise
8	1963-1969.	1 chemise
9	1970-1976.	1 chemise
10	Cahier de notes des délibérations et décisions prises au Conseil communal et au Collège échevinal. 12 janvier 1962 - 20 novembre 1965.	1 chemise

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 11** 11 - 12 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1844-1976.
14 septembre 1844 - 20 novembre 1959. 1 volume
- 12** 15 janvier 1960 - 27 novembre 1976. 1 volume

C. RÉPERTOIRES

- 13** 13 - 14 RÉPERTOIRES DES ACTES. 1816-1864.
1816-1847. 1 cahier
- 14** 1848-1864. 1 cahier

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 15 Dossier relatif à la fusion des communes. 1966-1974. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

- 16 Livret de mobilisation civile de François Goffin, échevin de l'instruction publique. 1938. 1 cahier

C. ORGANISATION DES ARCHIVES

- 17 Inventaires des archives de la commune. 1843-1910. 1 chemise

- 18 Inventaire des archives réalisé par l'Union des villes et communes belges. [3e quart XXe siècle]. 1 cahier

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 19 Listes du personnel de la commune et de la Commission d'assistance publique. 1941. 1 chemise

- 20 Dossier relatif à la surveillance médicale, aux nouveaux postes et aux salaires. 1956-1971. 1 chemise

- 21 Dossier relatif aux assurances en matière d'accidents de travail contractées auprès de la SA Royale belge. 1962-1974. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

22 - 23 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1927-1971.

- 22 Albert Goffin. 1927-1971. 1 chemise

- 23 Georges Ravet. 1960-1965. 1 chemise

-
- 24 Dossier individuel d'Hans Wascotte, receveur. 1953-1974.
1 chemise
3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER
- 25 Dossier relatif au recrutement d'un cantonnier-fossoyeur. 1946.
1 chemise
- 26 - 28 DOSSIERS INDIVIDUELS DES CANTONNIERS-FOSSOYEURS.
1947-1968, 1971-1974.
- 26 Georges Goffin. 1947-1968.
1 chemise
- 27 Arthur Dombret. 1971.
1 chemise
- 28 Henri Hock. 1972-1974.
1 chemise
- 29 Dossier individuel de Céline Goffin, technicienne de surface. 1970-1971.
1 chemise
4. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT
- 30 Lettre de Mme Sauvenière-Nihoul au bourgmestre signalant l'absence de Melle Bocca, institutrice, pour cause de maladie. 21 mai 1881.
1 pièce
- 31 Dossier relatif aux suppléments de traitements des instituteurs. 1921-1957.
1 chemise
- 32 Dossier relatif à la nomination des enseignants. 1921-1964.
1 chemise
- 33 Dossier relatif à la désignation d'une maîtresse de couture. 1946-1964.
1 chemise
- 34 Dossier relatif au personnel intérimaire. 1951-1959.
1 chemise
- 35 Dossier relatif aux départs à la retraite. 1956-1958.
1 chemise

5. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE

36 - 38 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1942-1975.

- | | | |
|----|----------------------------------|-----------|
| 36 | Hector-Joseph Gérard. 1942-1955. | 1 chemise |
| 37 | Ernest Derocher. 1943-1968. | 1 chemise |
| 38 | Charles Gustin. 1966-1975. | 1 chemise |

III. PATRIMOINE

A. GÉNÉRALITÉS

39 Livres-sommiers des biens et droits immobiliers. [XXe siècle].
2 cahiers

40 Livre-sommier des ventes de bois et de produits forestiers par
année. 1962-1975.
1 cahier

B. BIENS IMMOBILIERS

41 Acte notarié relatif à l'abandon d'usufruit de Marie-Jeanne Crépin,
veuve de Gilles Goffin, au profit de ses enfants. 19 février 1796.
1 cahier

42 Acte notarié relatif à la location de parcelles communales à divers
particuliers. 1810.
1 pièce

43 Dossier relatif aux rentes annuelles dont la commune est
bénéficiaire. 1833-1863.
1 chemise

44 Dossier relatif aux échanges entre la commune et des particuliers.
1848-1849, 1861.
1 chemise

45 Dossier relatif aux acquisitions de biens. 1849, 1870.
1 chemise

46 Dossier relatif à la location des biens communaux. 1849-1975.
1 chemise

47 Plans relatifs à la division des bruyères appartenant à la section
d'Hambraine. 1875-1909.
2 pièces

48 - 49 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE BOIS DANS LE BOIS DE
TRONQUOY. 1923-1976.

48 Ventes de bois. 1923-1976.
1 liasse

49 Ventes d'arbres de mauvaise qualité. 1957-1967.
1 chemise

-
- 50 Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle de terrain sise à Hambraine de Victor Hoobergs pour l'installation d'une cabine électrique. 1960-1963. 1 chemise
- 51 51 - 54 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE BIENS. 1960-1969, 1973-1975.
Excédents de voirie. 1960-1968. 1 chemise
- 52 Terrain situé rue de Forville, anciennement jardin d'école. 1969. 1 chemise
- 53 Pâture située à Hambraine vendue à M. Girardi. 1969. 1 chemise
- 54 Terrain au lieudit " Fontenelle " (Hambraine) et excédent de voirie à la Spinette. 1973-1975. 1 chemise
- 55 Dossier relatif aux acquisitions d'emprises pour l'amélioration des chemins n° 17 et 23. 1961. 1 chemise
- 56 Rapport d'évaluation dressé en vue de la vente de trois parcelles de terrains situées de part et d'autre d'un ruisseau à Hambraine. 20 août 1963. 1 pièce
- 57 Acte relatif à l'acquisition d'emprises pour cause d'utilité publique. 1964. 1 pièce
- 58 Dossier relatif à la donation par la famille d'Oultremont de l'église d'Hambraine. 1965. 1 chemise
- 59 *C. BIENS MOBILIERS*
Dossier relatif à la location du droit de chasse 1832, 1882, 1896, 1899, 1908, 1920, 1972. 1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

60 - 63 BUDGETS ANNUELS. 1940-1941, 1943-1958, 1960-1977.
1940-1941, 1943-1949.

60 1940-1941, 1943-1949. 1 liasse

61 1950-1958. 1 liasse

62 1960-1969. 1 liasse

63 1970-1977. 1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

64 Registre des mandats. 1895-1905. 1 cahier

65 - 79 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1936-
1937, 1939-1946, 1958-1963, 1973.
1936.

65 1936. 1 cahier

66 1937. 1 chemise

67 1939. 1 chemise

68 1940. 1 chemise

69 1941. 1 chemise

70 1942. 1 chemise

71 1943. 1 chemise

72	1944.	1 chemise
73	1946.	1 chemise
74	1958-1959.	1 cahier
75	1960.	1 chemise
76	1961.	1 chemise
77	1962.	1 chemise
78	1963.	1 chemise
79	1973.	1 chemise
80	Registre d'inscription des sommes perçues. 1959-1976.	1 cahier
	3. EMPRUNTS	
81	Registre des livres auxiliaires relatifs aux opérations effectuées à l'intervention du Crédit communal, de la Banque nationale et de la Caisse d'épargne. 1946-1977.	1 cahier
82	Dossier relatif aux prêts remboursables du Crédit communal. 1959-1970.	1 chemise
83	Dossier relatif aux emprunts. 1962-1976.	1 chemise
	4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES	
84	Dossier relatif à la superficie de la voirie pour le Fonds des communes. 1955-1958.	1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

85	<i>85 - 86 LIVRE-JOURNAUX DE CAISSE. 1933-1934.</i> 1933.	1 cahier
86	1934.	1 volume
87	<i>87 - 107 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1950-1958, 1964-1970, 1972-1976.</i> 1950.	1 chemise
88	1951.	1 chemise
89	1952.	1 chemise
90	1953.	1 chemise
91	1954.	1 chemise
92	1955.	1 cahier
93	1956.	1 chemise
94	1957.	1 chemise
95	1958.	1 cahier
96	1964.	1 chemise
97	1965.	1 chemise

98	1966.	1 chemise
99	1967.	1 chemise
100	1968.	1 chemise
101	1969.	1 cahier
102	1970.	1 cahier
103	1972.	1 chemise
104	1973.	1 cahier
105	1974.	1 cahier
106	1975.	1 cahier
107	1976.	1 chemise
	2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES	
108	<i>108 - 112 COMPTES ANNUELS. 1931-1976. 1931-1933, 1935-1936, 1939.</i>	1 chemise
109	1940-1942, 1944-1949.	1 chemise
110	1950-1959.	1 liasse
111	1960-1961, 1963-1969.	1 liasse
112	1970-1976.	1 liasse

	<i>113 - 153 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1933-1941, 1943-1950, 1953-1976.</i>	
113	1933.	1 chemise
114	1934.	1 chemise
115	1935.	1 chemise
116	1936.	1 chemise
117	1937.	1 chemise
118	1938.	1 chemise
119	1939.	1 chemise
120	1940.	1 chemise
121	1941.	1 chemise
122	1943.	1 chemise
123	1944.	1 chemise
124	1945.	1 chemise
125	1946.	1 liasse
126	1947.	1 liasse
127	1948.	1 liasse

128	1949.	1 liasse
129	1950.	1 liasse
130	1953.	1 chemise
131	1954.	1 chemise
132	1955.	1 chemise
133	1956.	1 liasse
134	1957.	1 chemise
135	1958.	1 chemise
136	1959.	1 chemise
137	1960.	1 chemise
138	1961.	1 chemise
139	1962.	1 liasse
140	1963.	1 chemise
141	1964.	1 chemise
142	1965.	1 chemise
143	1966.	1 chemise

144	1967.	1 chemise
145	1968.	1 liasse
146	1969.	1 chemise
147	1970.	1 chemise
148	1971.	1 chemise
149	1972.	1 chemise
150	1973.	1 chemise
151	1974.	1 liasse
152	1975.	1 chemise
153	1976.	1 liasse
154	États des amendes de simple police revenant à la commune dont le versement a été fait au receveur communal. 1844.	2 pièces
3. FIN DE GESTION DU RECEVEUR		
155	<i>155 - 157 COMPTES DE FIN DE GESTION. 1934-1935, 1976.</i> Antoine Despontin à Georges Ravet. 1934.	1 cahier
156	Georges Ravet à M. Dannevoie. 1935.	1 cahier
157	Georges Matagne à Paul Deheneffe. 1976.	1 cahier

	<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES</i>	
158	Dossier relatif aux taxes de passage sur la route de Champion à Wasseiges. 1848-1850.	1 chemise
159	Rôles des taxes sur les véhicules ordinaires, la voirie et le revenu cadastral. 1941-1943.	1 chemise
160	160 - 161 JOURNAUX AUXILIAIRES DES IMPOSITIONS ET DES TAXES. 1963-1976. 1963-1972.	1 volume
161	1968-1976.	1 cahier
162	162 - 172 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES. 1935-1939, 1950-1971, 1975-1976. Entretien de la voirie. 1935-1939.	1 chemise
163	Chiens. 1950-1965.	1 chemise
164	Spectacles et divertissements. 1952, 1965.	1 chemise
165	Vélos, bicyclettes et cycles à moteur. 1956-1960.	1 chemise
166	Contribution foncière. 1956-1962.	1 chemise
167	Véhicules ordinaires. 1961-1964.	1 chemise
168	Inhumations et exhumations. 1961-1965.	1 chemise
169	Revenus professionnels des personnes physiques. 1962-1971.	1 chemise
170	Précompte immobilier. 1964, 1976.	1 chemise

- 171 Immondices. 1971. 1 chemise
- 172 Secondes résidences. 1975. 1 chemise
- D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
- 173 Tableaux des parcelles expertisées et à expertiser. 1955. 1 chemise

-
- 174 V. ÉTAT CIVIL
Extrait de l'acte de mariage d'Hubert Joseph Deneumoustier. 1888.
1 pièce
- 175 Lettre relative à la légitimation de Thérèse Marie-Josephe Stalens.
1889.
1 pièce
- 176 Extraits des registres aux actes de décès. 1943-1944.
1 chemise
- 177 Attestations relatives à la nationalité belge. 1946.
1 chemise
- 178 Extraits des registres aux actes de naissance et de mariage. 1946-
1949.
1 chemise
- 179 Dossier relatif aux autorisations de transporter et d'inhumer. 1962-
1970.
1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

180	180 - 182 REGISTRES DES ENTRÉES. 1897-1976. 1897-1954.	1 volume
181	1956-1964.	1 volume
182	1965-1976.	1 cahier
183	183 - 184 REGISTRES DES SORTIES. 1930-1976. 1930-1964.	1 volume
184	1965-1976.	1 cahier
185	185 - 186 REGISTRES DES NAISSANCES ET DES DÉCÈS SURVENUS DANS UNE AUTRE COMMUNE. 1955-1976. 1955-1968.	1 volume
186	1969-1976.	1 volume
187	Tableaux statistiques sur les mouvements de la population. 1957- 1976.	1 chemise
188	Dossier relatif à l'interdiction d'inscription d'une famille au registre de la population. 1966.	1 chemise
189	B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION Dossier relatif au recensement de la population et du logement au 31 décembre 1970. 1971.	1 chemise

C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

- 190** 190 - 191 REGISTRES DES CARTES D'IDENTITÉ. 1952-1977.
1952-1969. 1 volume
- 191** 1969-1977. 1 volume
- 192** Registre d'inscription des pièces d'identité remises aux enfants de
moins de 12 ans. [XXe siècle]. 1 cahier
- 193** *D. ÉTRANGERS*
Registre des étrangers. 1955-1958. 1 liasse

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

194 - 196 DOSSIERS RELATIFS À LA FORMATION DE LA LISTE DES JURÉS D'ASSISES. 1947-1960, 1964-1965.

- | | | |
|-----|---|-----------|
| 194 | 1947-1960. | 1 chemise |
| 195 | 1964. | 1 chemise |
| 196 | 1965. | 1 chemise |
| 197 | Liste des électeurs ouvriers, employés et chefs d'industrie pour les élections au Conseil de prud'hommes. 1950. | 1 cahier |
| 198 | 198 - 199 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1956, 1970-1978. 1956. | 1 cahier |
| 199 | 1970-1978. | 1 chemise |
| 200 | <i>B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES</i>
Lettres de demande d'inscription de deux personnes manquantes sur la liste des électeurs généraux et communaux pour les élections du 1er mai 1958. 1957. | 2 pièces |
| 201 | Liste des électeurs rayés entrant en vigueur le 1er mai 1960. 1960. | 1 chemise |
| 202 | Listes révisées des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1963, 1965, 1968. | 1 chemise |

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

203	203 - 205 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1938, 1952, 1970. 16 octobre 1938.	1 cahier
204	12 octobre 1952.	1 chemise
205	11 octobre 1970.	1 chemise
206	Compte rendu des élections législatives et provinciales. 1er juin 1958.	1 pièce

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

207 - 292 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1882-1907,
1910-1914, 1923-1977.

207	1882.	1 chemise
208	1883.	1 chemise
209	1884.	1 chemise
210	1885.	1 chemise
211	1886.	1 chemise
212	1887.	1 chemise
213	1888.	1 pièce
214	1889.	1 chemise
215	1890.	1 chemise
216	1891.	1 pièce
217	1892.	1 chemise
218	1893.	1 pièce
219	1894.	1 chemise
220	1895.	1 chemise

221	1896.	1 chemise
222	1897.	1 pièce
223	1898.	1 pièce
224	1899.	1 pièce
225	1900.	1 pièce
226	1901.	1 chemise
227	1902.	1 chemise
228	1903.	1 chemise
229	1904.	1 chemise
230	1905.	1 chemise
231	1906.	1 chemise
232	1907.	1 chemise
233	1910.	1 pièce
234	1911.	1 pièce
235	1912.	1 pièce
236	1913.	1 chemise

237	1914.	1 chemise
238	1923.	1 chemise
239	1924.	1 chemise
240	1925.	1 chemise
241	1926.	1 chemise
242	1927.	1 chemise
243	1928.	1 chemise
244	1929.	1 chemise
245	1930.	1 chemise
246	1931.	1 chemise
247	1932.	1 chemise
248	1933.	1 chemise
249	1934.	1 chemise
250	1935.	1 chemise
251	1936.	1 chemise
252	1937.	1 chemise
253	1938.	

		1 chemise
254	1939.	1 chemise
255	1940.	1 chemise
256	1941.	1 chemise
257	1942.	1 chemise
258	1943.	1 chemise
259	1944.	1 chemise
260	1945.	1 chemise
261	1946.	1 chemise
262	1947.	1 chemise
263	1948.	1 chemise
264	1949.	1 chemise
265	1950.	1 chemise
266	1951.	1 chemise
267	1952.	1 chemise
268	1953.	1 chemise
269	1954.	1 chemise

270	1955.	1 chemise
271	1956.	1 chemise
272	1957.	1 chemise
273	1958.	1 chemise
274	1959.	1 chemise
275	1960.	1 chemise
276	1961.	1 chemise
277	1962.	1 chemise
278	1963.	1 chemise
279	1964.	1 chemise
280	1965.	1 chemise
281	1966.	1 chemise
282	1967.	1 chemise
283	1968.	1 chemise
284	1969.	1 chemise
285	1970.	1 chemise

286	1971.	1 chemise
287	1972.	1 chemise
288	1973.	1 chemise
289	1974.	1 chemise
290	1975.	1 chemise
291	1976.	1 chemise
292	1977.	1 chemise
293	Dossier relatif aux indemnités de milice. 1955-1957.	1 chemise
294	<i>B. GARDE CIVIQUE</i> Lettres adressées au Roi relatives aux demande d'annulation d'amendes reçues pour absence aux prises d'armes. 1894-1899.	2 pièces
295	<i>C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX</i> Dossier relatif au recensement des véhicules. 1949-1950.	1 chemise
296	Dossier relatif aux réquisitions de logements. 1953.	1 chemise
297	<i>D. GUERRES ET CONSÉQUENCES</i> Dossier relatif au rapatriement des corps de prisonniers de guerre. 1949-1950.	2 pièces
298	Dossier relatif à l'inventaire périodique des cartes de ravitaillement. 1951-1967.	1 liasse

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE

- 299 Registre des colombophiles. 1924-1960. 1 cahier
- 300 Dossier relatif à l'autorisation de chasser les lapins dans le bois du Tronquoy. 1926. 1 chemise
- 301 Registre des colombers. 1950-1964. 1 volume
- 302 Dossier relatif à la vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage. 1951-1975. 1 chemise
- 303 Lettres relatives à la demande d'autorisation du Vélo club de Wanze pour une course cycliste. 18 janvier 1971. 2 pièces
2. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE
- 304 Exploits d'huissiers. 1812, 1815. 1 chemise
- 305 Registre aux condamnations judiciaires. 1864-1956. 1 volume
- 306 Requête de Victor Horion, fermier, au Roi, demandant l'annulation d'une amende de simple police que son épouse a reçue pour avoir coupé du trèfle chez un autre exploitant. 10 décembre 1896. 1 pièce
- 307 Dossier relatif à l'abandon de deux enfants à Leeuw-Saint-Pierre par une administrée de Cortil-Wodon. 1906. 1 chemise
- B. SERVICE D'INCENDIE
- 308 Dossier relatif à l'organisation des services de défense contre l'incendie. 1942-1959. 1 chemise
- 309 Dossier relatif à la cotisation au service d'incendie d'Éghezée et

aux emplacements des bouches d'incendie. 1950-1965.

1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICE DE TRAITEMENT DES IMMONDICES

- 310 Dossier relatif à l'adjudication des travaux de ramassage des immondices par la SPRL Jules Guillaume et Fils. 1965-1973.
1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 311 Dossier relatif à la vaccination contre la variole. 1942-1952.
1 chemise
- 312 Registre d'inscription des vaccinés. 1942-1952.
1 volume
- 313 Dossier relatif à la vaccination antipoliomyélitique. 1958.
1 chemise

2. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

- 314 Registre d'inscription des déclarations de propriétaires d'animaux atteints de maladies contagieuses. 1926-1952.
1 cahier
- 315 Dossier relatif aux listes des taureaux refusés et acceptés. 1948-1956.
1 chemise
- 316 Dossier relatif à l'évarronage. 1955-1957.
1 chemise
- 317 Dossier relatif à la peste porcine. 1956.
2 pièces
- 318 Dossier relatif à la vaccination contre la fièvre aphteuse. 1957-1961.
1 chemise
- 319 Déclarations d'abattage d'animaux. 1958-1968.
1 chemise
- 320 Dossier relatif à la gale. 1962-1971.
1 chemise

- 321** 3. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS
Dossier relatif à la démolition d'un bâtiment. 1958-1961.
1 chemise
- 322** 4. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET
INCOMMODES
Dossier relatif à l'autorisation donnée à la SA Sucreries centrales
de Wanze d'installer une machine à vapeur. 1887.
1 chemise
- 323** Dossier relatif à l'autorisation donnée à Mme Massart-Theunis
d'exploiter une boucherie, rue Delvaux, 45. 1942.
1 chemise
- 324** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à
la demande d'Henri Noël d'établir une citerne d'essence sur la
parcelle cadastrée section A, n° 271. 22 septembre 1965.
1 pièce

XI. TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

- 325** Dossier relatif à la restauration des châssis de la maison communale. 1950-1958.
1 chemise
- 326** Dossier relatif à la transformation de la maison communale et de ses abords. 1951-1969.
1 chemise
- 327** Dossier relatif aux travaux de peinture de la maison communale. 1970.
1 chemise
- 328** Contrat passé entre la commune et la province relatif à l'aménagement intérieur de la maison communale. 1972.
1 chemise
- 329** Dossier relatif à l'installation du chauffage à la maison communale. 1972-1975.
1 chemise
- 330** 2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
Devis estimatif pour la construction d'une école mixte à Hambraine. 1849.
1 cahier
- 331** *331 - 332 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE L'ÉCOLE DES FILLES. 1930, 1960.*
1930.
1 chemise
- 332** 1960.
1 chemise
- 333** *333 - 334 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE L'ÉCOLE DES GARÇONS À HAMBRAINE. 1950, 1954-1964.*
1950.
1 liasse

-
- 334 1954-1964. 1 liasse
- 335 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du logement de l'enseignant à Hambraine. 1962. 1 chemise
3. BÂTIMENTS DU CULTE
- 336 - 339 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX EFFECTUÉS À L'ÉGLISE SAINT-MARTIN DE CORTIL-WODON. 1929, 1948-1958, 1966-1972, 1975.
- 336 Rénovation de la toiture. 1929. 1 chemise
- 337 Remplacement d'une cloche. 1948-1954. 1 chemise
- 338 Amélioration de l'église. 1954-1958, 1975. 1 chemise
- 339 Amélioration des toitures des églises d'Hambraine et de Cortil-Wodon. 1966-1972. 1 liasse
- 340 - 341 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX EFFECTUÉS AU PRESBYTÈRE DE CORTIL-WODON. 1947-1948, 1952-1973.
- 340 Travaux de peinture et de rénovation de la toiture. 1947-1948. 1 chemise
- 341 Amélioration. 1952-1973. 1 chemise
- 342 Dossier relatif aux travaux effectués à l'église d'Hambraine. 1964-1970. 1 liasse
- 343 Dossier relatif aux travaux d'amélioration de l'école et du presbytère d'Hambraine. 1964-1974. 1 chemise
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)
- 344 Dossier relatif à la suppression de deux sentiers traversant le

	lieudit Saint-Jean. 1828-1829.	1 chemise
345	345 - 355 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE CHEMINS. 1848-1975. Chemin vicinal de Champion à Wasseiges. 1848-1914.	1 chemise
346	Chemin ordinaire n° 2. 1929-1935.	1 chemise
347	Chemins de grande communication n° 17, 18 et 19. 1931-1936.	1 chemise
348	Chemins mitoyens n° 6 et 7. 1933-1940.	1 chemise
349	Chemin de grande communication n° 17 reliant Hambraine à Leuze. 1933-1957.	1 chemise
350	Chemins ordinaires n° 2, 13, 17, 23, 27, 28 et 31. 1936-1975.	1 chemise
351	Chemin ordinaire n° 2. 1937-1968.	1 chemise
352	Chemins n° 2 vers Sart-d'Avril, n° 3 et 17 d'Hambraine et n° 18 et 19. 1946-1973.	1 chemise
353	Chemins n° 17 et 33. 1954.	1 chemise
354	Chemins n° 2, 3, 9, 17, 18, 19, 23 et 33 par la SPRL Chéron. 1962-1968.	1 liasse
355	Chemins agricoles n° 13 et 32. 1971-1973.	1 chemise
356	Dossier relatif aux litiges suite aux travaux du chemin n° 17. 1905-1913.	1 chemise
357	Dossier relatif au projet de modifications des chemins n° 8, 16, 18 et 23. 1910-1939.	

1 chemise

- 358 Dossier relatif aux travaux au niveau du filet d'eau existant d'un chemin sans numéro menant à l'école d'Hambraine. 1965-1966.
1 chemise

C. TRAVAUX FORESTIERS

- 359 Dossier relatif au reboisement et à l'entretien du bois du Tronquoy. 1960-1973.
1 liasse

D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

- 360 Arrêté d'autorisation de construction d'une tête de décharge dans la berge du ruisseau de Noville-les-Bois par le Députation permanente. 1er mars 1973.
1 pièce

E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 361 Dossier relatif au service de captage et refoulements de la Hesbaye. 1948-1974.
1 chemise

- 362 Dossier relatif à l'installation d'une distribution d'eau de Forville à Noville-les-Bois et dans l'ensemble de la commune. 1962-1976.
1 chemise

2. DISTRIBUTION DE GAZ

- 363 Dossier relatif aux travaux d'installation de conduites de transport de gaz naturel par les SA Distrigaz et SA BP Belgium. 1968.
1 chemise

- 364 Dossier relatif aux travaux d'installation d'une conduite de gaz par la SA Distrigaz. 1976.
1 chemise

3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

- 365 Dossier relatif aux travaux d'installation du réseau. 1922-1933.
1 liasse

- 366 Enquête de commodo et incommodo relative à la demande de la SA Centrale électrique de l'Entre-Sambre-et-Meuse de maintenir

-
- l'exploitation d'une cabine de transformation électrique. 1934.
1 pièce
- 367** Dossier relatif au renforcement du réseau électrique à basse tension par la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX). 1954-1972.
1 chemise
- 368** Dossier relatif à l'installation d'un poste de transformation aérien au lieudit Trou Churé par la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX). 1968.
1 chemise
- 4. ÉCLAIRAGE PUBLIC**
- 369** Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1947-1948.
1 chemise
- 370** Dossier relatif aux travaux d'installation d'un nouvel éclairage public. 1974-1976.
1 chemise
- 5. TÉLÉPHONE**
- 371** Dossier relatif à l'installation d'un câble de jonction Éghezée - Forville par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT). 1962.
1 chemise
- 372** Dossier relatif aux modifications apportées aux installations téléphoniques par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT). 1963-1976.
1 chemise
- 6. TÉLÉDISTRIBUTION**
- 373** Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1972-1978.
1 chemise
- 7. TRANSPORTS EN COMMUN**
- 374** Motion du Conseil communal relative au rétablissement de la ligne d'autobus Namur - Hemptinne. Août 1947.
1 pièce
- 375** Dossier relatif au démontage des lignes du chemin de fer de la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV) et aux annuités à payer en faveur de cette société. 1947-1974.
1 liasse

376

Dossier relatif à l'installation d'abribus. 1959-1960.

1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. CADRE GÉNÉRAL

- 377 Dossier relatif à l'adoption de l'école primaire et gardienne. 1932-1954. 1 chemise
- 378 Dossier relatif à la modification du règlement scolaire. 1939-1940. 1 chemise
- 379 Dossier relatif au contrat d'assurance scolaire passé avec l'Union des propriétaires belges. 1964. 1 chemise
- 380 Dossier relatif à la suppression de l'école communale et à la fusion avec l'école libre. 1975. 1 chemise
-
- B. ORGANISATION*
- 381 Dossier relatif à l'inspection médicale. 1930-1966. 1 chemise
- 382 Dossier relatif aux congés scolaires. 1959-1972. 1 chemise
- 383 Dossier relatif à une demande de parents visant à instaurer un cours de laïcité. 1969. 1 chemise
-
- C. FINANCES*
- 384 Budget des besoins et des ressources du service ordinaire des écoles primaires communales et adoptées. 1915. 1 chemise
- 385 Budget des écoles libres, primaires et gardiennes. 1927. 1 chemise
- 386 Dossier relatif aux subventions de fonctionnement. 1959-1964. 1 chemise
- 387 Comptes annuels. 1966-1967, 1970-1972, 1974-1975. 1 chemise

D. ACTIVITÉS SCOLAIRES SPÉCIALES

388

Dossier relatif aux voyages et excursions scolaires. 1959-1969.

1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

- 389** Dossier relatif à la préparation de la fête de la victoire et des prisonniers. 1945.
1 chemise
- 390** Listes des personnes ayant rendu hommage au roi Baudouin à l'occasion de son mariage avec Dona Fabiola de Mora y Aragón ainsi qu'au prince Albert à l'occasion de son mariage avec Paola Ruffo di Calabria. 1959-1969.
1 chemise
- 391** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et lettre du gouverneur relatifs à la subvention attribuée au Comité national du Congo pour des Belges rentrant du Congo. 1960.
2 pièces
- 392** Lettres relatives aux cadeaux offerts à l'occasion des jubilés des noces d'or et de diamant. 1971-1974.
1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

*393 - 396 BULLETINS INDIVIDUELS DES RECENSEMENTS
AGRICOLES ET HORTICOLES. 1940, 1946-1947, 1949.*

393	1940.	1 chemise
394	1946.	1 chemise
395	1947.	1 chemise
396	1949.	1 chemise
397	Dossier relatif aux personnes chargées du recensement agricole. 1959-1971.	1 chemise
398	Dossier relatif aux recensements agricoles et horticoles. 1960- 1970.	1 chemise
399	Dossier relatif aux attestations d'activités d'artisanat. 1961-1963.	1 chemise
400	Dossier relatif aux dégâts de cultures. 1963-1975.	1 chemise
401	Dossier relatif au recensement des emblavures d'hiver et du bétail. 1967.	1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LA MENDICITÉ

402 Dossier relatif à la distribution d'allocations compensatoires. 1947.
1 chemise

2. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS

403 Dossier relatif aux allocations de chômage. 1941-1955.
1 liasse

404 Listes des pointages. 1948-1973.
1 liasse

405 Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs. 1954-1961.
1 liasse

3. AIDE FAMILIALE, PRIMES DE NAISSANCE

406 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs
à l'épargne prénuptiale. 1968-1971.
1 chemise

4. AIDE AUX VEUVES ET ORPHELINS

407 Contributions au profit de la Caisse des Veuves et des Orphelins.
1923.
2 pièces

5. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

408 Registre des demandes de pensions. 1971-1976.
1 cahier

6. AIDE AUX LOGEMENTS

409 Dossier relatif à la souscription au capital de la société " Crédit
ouvrier Hesbaye Condroz ", à Éghezée, et de la Société nationale
de la petite propriété terrienne (SNPPT). 1959-1960.
1 chemise

7. SECOURS DISTRIBUÉS À L'OCCASION DE CALAMITÉS
EXTRAORDINAIRES

410 Dossier relatif aux dons en faveur des victimes de la catastrophe

minière de Marcinelle. 1956.

1 chemise

411

B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL
Livrets d'ouvrier. 1859-1860.

1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

- 412 Dossier relatif aux legs faits au Bureau de bienfaisance. 1817,
1854, 1893. 1 chemise
- 413 Acte notarié relatif au prêt accordé par le Bureau de bienfaisance à
Célestin Piret. 1841. 1 cahier
- 414 Livre-journal général des recettes et dépenses. 1892-1964.
1 volume
- 415 Livret d'épargne. 1899-1960. 1 cahier

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. PERSONNEL

- 416 Dossier individuel de George Ravet, secrétaire-receveur. 1926-
1959. 1 chemise
- 417 Dossier relatif aux nominations, installations et démissions des
membres. 1947-1965. 1 chemise

2. FINANCES

- 418 *418 - 420 BUDGETS ANNUELS. 1950-1977.*
1950-1959. 1 chemise
- 419 1960-1969. 1 chemise
- 420 1970-1977. 1 chemise
- 421 *421 - 423 COMPTES ANNUELS. 1950-1976.*
1950-1959. 1 chemise

422	1960-1969.	1 chemise
423	1970-1976.	1 chemise
424	<i>424 - 444 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1950-1965, 1971-1975.</i> 1950.	1 chemise
425	1951.	1 chemise
426	1952.	1 chemise
427	1953.	1 chemise
428	1954.	1 chemise
429	1955.	1 chemise
430	1956.	1 chemise
431	1957.	1 chemise
432	1958.	1 chemise
433	1959.	1 chemise
434	1960.	1 chemise
435	1961.	1 chemise
436	1962.	1 chemise

437	1963.	1 chemise
438	1964.	1 chemise
439	1965.	1 chemise
440	1971.	1 chemise
441	1972.	1 chemise
442	1973.	1 chemise
443	1974.	1 chemise
444	1975.	1 chemise
	<i>445 - 452 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1955-1961, 1965-1975.</i>	
445	1955-1961.	1 cahier
446	1965-1969.	1 chemise
447	1970.	1 chemise
448	1971.	1 chemise
449	1972.	1 chemise
450	1973.	1 chemise
451	1974.	1 chemise

452 1975. 1 chemise

453 3. EXÉCUTION DES TÂCHES
Dossier relatif à la prise en charge financière des domiciles de secours. 1953-1976. 1 liasse

XVII.RELATIONS AVEC LA PAROISSE SAINT-MARTIN

454	454 - 455 BUDGETS ANNUELS. 1963-1976. 1963-1969.	1 chemise
455	1970-1976.	1 chemise
456	456 - 457 COMPTES ANNUELS. 1961-1967, 1969-1971, 1973-1976. 1961-1967, 1969.	1 chemise
457	1970-1971, 1973-1976.	1 chemise
458	Dossier relatif au traitement du personnel. 1965-1975.	1 chemise